

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 30 septembre 2025

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 25 - 545

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCARA

Zone Industrielle
10700 VILLETTE-SUR-AUBE

Code AIOT : 0005702130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 septembre 2025 dans l'établissement SCARA implanté Zone Industrielle - 10700 VILLETTE-SUR-AUBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite vise à faire un point de suivi quant au retour à la conformité du site au regard des mises en demeure en cours. Certaines échéances sont d'ores-et-déjà échues.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCARA
- Zone Industrielle - 10700 VILLETTE-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005702130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Il s'agit d'un silo classé site à enjeux importants en raison des habitations situées à proximité et classé Seveso seuil bas au titre du stockage de produits phytosanitaires. Ses installations jouxtent un autre site Seveso seuil bas, Cristal Union.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mises en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Propreté des silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1	/	Demande d'action corrective	immédiat
3	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe V	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
8	Dispositions constructives de parois séparatives	AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 4	Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois
10	Maintenance des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 de l'annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
20	Conformité électrique, électricité statique et courants vagabonds	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10	Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
21	Détection incendie du magasin engrais vrac	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 19 alinéa 1	Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
22	Propreté des abords des installations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	Levée de mise en demeure
5	Formation en lien avec l'application du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Compatibilité des produits	AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 6	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Moyens de lutte contre un sinistre	AP Complémentaire du 11/01/2007, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 12 de l'annexe II (dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	Levée de mise en demeure
12	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 25	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	Levée de mise en demeure
13	Implantation du stockage extérieur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 2.III de l'annexe II - alinéas 1 à 3	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
14	Rétention des bidons dans l'ancien Gamm Vert	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 10 de l'annexe II (dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
15	Rondes	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.1	/	/
16	Renforcement fréquence exercices POI	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.2.	/	/
17	Astreinte au poste de directeur des opérations internes (DOI)	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.3.	/	/
18	Limitation des quantités stockées Engrais vrac	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.4 alinéa 2	/	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19	Interdiction de matières combustibles Local Engrais sacs	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.4. alinéa 3	/	/
23	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
24	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
25	Barrières de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 point A	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site était encadré par deux arrêtés de mise en demeure, faisant suite aux inspections de 2024, dont toutes les échéances n'étaient pas encore échues. Elles visaient 19 non-conformités et 5 mesures conservatoires. Cette visite d'inspection était l'occasion de faire un point de suivi sur les actions engagées par l'exploitant. L'inspection des installations classées remarque la communication volontaire de l'exploitant envers son service afin de le tenir informé des avancées et des retours à la conformité au fil du temps.

Il ressort des constats que 13 des 19 non-conformités sont aujourd'hui résolues ; ce qui permet de lever les mises en demeure afférentes. Les mesures conservatoires associées ont été respectées. Les écarts subsistants sont majoritairement d'ordre documentaire ou nécessitent des actions sur un plus long terme.

Au regard des efforts engagés, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'octroyer un délai supplémentaire pour transmettre les justificatifs ou compléments demandés. A défaut de transmission dans les délais imposés, des sanctions pourraient alors être proposées.

2-4) Fiches de constats

Partie I : Action régionale « Moissons 2025 »

N° 1 : Propreté des silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : La précédente visite d'inspection avait mis en exergue un empoussièrement important avec un manque de régularité criant et des enjeux liés au risque d'explosion non maîtrisés. L'exploitant avait su se montrer réactif pour résoudre la situation dans les heures suivantes et lever la mise en demeure proposée sur ce point. Par sondage, lors de la visite du 12 septembre 2025, il a été vérifié les silos DEMAY 1 et BRIANT 4. Les symboles peints au sol sont visibles. L'inspection des installations classées n'a pas noté d'empoussièrement important. Toutefois, il reste des amas de poussières localisés, présents depuis un certain temps puisque l'un d'eux a notamment germé dans la galerie sous-cellule du silo BRIANT 4. Si les silos sont globalement propres, il apparaît que les carters des machines, les tuyauteries et les parois présentent encore des traces de poussières, collées historiquement, qu'il convient de supprimer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Si les enjeux sont cette fois maîtrisés, l'inspection des installations classées appelle l'exploitant à davantage de rigueur dans le suivi de ses installations et demande à ce qu'un nettoyage approfondi soit réalisé plus régulièrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Partie II : Suivi de la mise en demeure du 09/08/2024

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2024• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.1
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>Un premier plan a été transmis par courriel du 19 septembre 2024. Dans le cadre de la révision du POI, d'autres plans ont été transmis par courriel du 20 janvier 2025.</p> <p>Le plan de localisation des risques intègre dorénavant tous les risques sur un seul et même plan. Les équipements de sécurité afférents y sont représentés. À l'entrée des trois cellules de stockage des produits phytosanitaires, les pictogrammes des différents dangers sont affichés, en corrélation avec les produits réellement stockés. Par sondage, l'inspection des installations classées n'a constaté aucun écart.</p> <p>Ainsi lors de la visite du 12 septembre 2025, le retour à la conformité a été constaté. L'inspection des installations classées propose de <u>lever l'article 1.1 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées rappelle la nécessité d'avoir un plan lisible et opérationnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2024• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.2
Prescription contrôlée : <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>

Constats :

Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les fiches réflexes liées à chacune des fonction, modifiées : « *Les différents classeurs et fiches réflexe ont été retravaillés : cf pj « fiches de fonction », il me reste à les distribuer et expliquer individuellement.* »

Par courriels du 31 octobre 2024 et du 18 février 2025, l'exploitant a confirmé que l'astreinte était en place. Ce point est détaillé au constat n°17.

Par courriel du 20 janvier 2025, la nouvelle version du POI a été transmise à l'inspection des installations classées. Elle a été revue avec l'aide du prestataire spécialisé.

L'inspection des installations classées émet les observations suivantes quant au contenu présenté :

- Schéma d'alerte 1.1 erroné : la DREAL doit être prévenue par l'exploitant et elle le sera en parallèle par les pompiers. Incohérence entre le schéma d'alerte (p.11 - alerte DREAL par le directeur) et la fiche réflexe de la fonction « relations extérieures ». Incohérence également avec le schéma d'alerte §A.5.3.7

- Dans le message d'alerte des secours, préciser la partie du site concernée (quel côté de la route?) pour guider les secours. Où est le point d'accueil des secours ? (siège ?, ou guide en attente à un point donné pour les guider ?)

- Fiche réflexe « relations extérieures » : référence à l'aéroport. Lequel est potentiel impacté ?

- Inertage à l'azote : il est indiqué que la procédure figure en annexe, mais elle n'a pas été pas trouvée. Anticiper si possible la durée d'approvisionnement. Qui gère et suit l'approvisionnement en azote ?

- Qui s'assure de la mise en place effective du barrage mobile ? Il faut s'assurer ou se faire confirmer que les actions des fiches réflexes du responsable du silo ou du magasin phyto ont bien été menées.

- Confusion entre l'alerte DREAL, à réaliser dès que possible, et la notification d'accident, réglementairement attendue, par écrit à l'aide du formulaire et bientôt directement en ligne par télédéclaration, à réaliser sous 15 jours.

- p.25+p.95 : Ruine bâtiment & Ensevelissement qui touche la route : à partir de quand demande-t-on à la gendarmerie de barrer la route ? Qui le fait ? A quel moment ?

- p.13 des annexes 2025 : « demande mise en application du plan particulier d'intervention ». Or il n'a pas de PPI connu pour SCARA.

- Supprimer les doublons du POI, quand les pièces sont déjà dans le PDI pour éviter les infos contradictoires et faciliter la lisibilité et la mise à jour.

- Affectation du personnel p.154 : « *Observation - cette fonction sera gérée par le directeur des secours* ». A clarifier : le directeur des opérations internes ne peut pas remplir simultanément sa fonction et la fonction d'observation car cela représente trop de travail.

- Pour chaque fonction, 1 seule personne est désignée. Anticiper les congés ou maladies : prévoir un suppléant capable d'occuper la fonction.

- Mesures d'atténuation : les événements et les découplages sur la partie silo sont à lister, voire à indiquer sur plan si possible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La transmission des compléments conditionne la levée de l'article 1.2 de l'arrêté de mise en demeure n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires• date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.3
Prescription contrôlée : <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1^{er} septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le planning d'astreinte mis en place. Il s'est engagé à organiser des exercices dès que les salariés auront pris connaissance de leurs fiches réflexes individuelles.</p> <p>Par courriel du 9 décembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une réunion de travail avait eu lieu avec le prestataire afin de concevoir une douzaine de fiches d'exercices. Une demi-journée de formation et une demi-journée d'exercice, pilotées par le prestataire, étaient prévues mi-janvier 2025.</p> <p>Par courriel du 18 février 2025, l'exploitant a confirmé la réalisation d'un exercice POI avec l'appui du prestataire le 17 janvier 2025. Le rapport relatif au déroulement de cet exercice a été transmis, ainsi que ses annexes par courriel du 10 septembre 2025.</p> <p>L'appel de la DREAL et de la préfecture semblent avoir été simulés. Or pour s'assurer de l'opérationnalité des numéros listés dans le POI, il est pertinent de les réaliser en réalité lors de l'exercice.</p> <p>Lors de la visite du 12 septembre 2025, le <u>retour à la conformité a été constaté. L'inspection des installations classées propose de lever l'article 1.3 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées souhaite être conviée lors du prochain exercice.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Formation en lien avec l'application du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.4
Prescription contrôlée : <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
Constats : <p>Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a indiqué que 2 séances de formation ont eu lieu les 10 et 12 septembre 2024, seul un salarié n'ayant pas encore été formé. Les feuilles de présence ont été transmises. Il s'est engagé à ce que des exercices soient organisés dès que les salariés auront pris connaissance de leurs fiches réflexes individuelles. Par ailleurs, il a pris l'attache d'un prestataire spécialisé en gestion de crise pour concevoir des fiches exercice ainsi qu'une formation POI, ainsi qu'un exercice piloté par leurs soins.</p> <p>Par courriel du 9 décembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une réunion de travail avait eu lieu avec le prestataire afin de concevoir une douzaine de fiches d'exercices. Une demi-journée de formation et une demi-journée d'exercice, pilotées par le prestataire, étaient prévues mi-janvier 2025.</p> <p>Par courriel du 18 février 2025, l'exploitant a confirmé la réalisation d'un exercice POI avec l'appui du prestataire le 17 janvier 2025. Le rapport relatif au déroulement de cet exercice mentionne à la page 4 la liste des participants à cette formation et à cet exercice.</p> <p>Lors de la visite du 12 septembre 2025, l'exploitant a confirmé qu'une seconde session de formation à un niveau plus complexe sera programmé prochainement avec son prestataire pour un second exercice. Il a précisé qu'un troisième exercice aurait lieu en 2027, avec une difficulté grandissante.</p> <p>Le retour à la conformité a été constaté. L'inspection des installations classées propose de <u>lever l'article 1.4 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées rappelle l'importance de maintenir un rythme annuel pour la réalisation d'un exercice POI complet afin d'accroître les compétences de l'équipe.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Compatibilité des produits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 6
Thème(s) : Risques accidentels, Risques chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024 • APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.5
Prescription contrôlée : <p>Le type de produits (risques génériques, incompatibilité) attribué à chacune des cellules est affiché sur un panneau à l'entrée de celles-ci. La localisation des cases est identifiable depuis l'extérieur du bâtiment, par une matérialisation sur les murs extérieurs.</p>
Constats : <p>Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant s'est engagé à réaliser en interne (ou externaliser) plusieurs bacs de rétention pour stocker nos produits inflammables. Il a confirmé qu'alors aucun produit dangereux pour la santé (classés 41xx) n'est stocké dans la même cellule que les produits inflammables.</p> <p>Par courriel du 31 octobre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les bacs de rétention pour les inflammables étaient en cours de fabrication en interne et qu'ils seraient mis en place dès que possible.</p> <p>Par courriel du 9 décembre 2024, l'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classées la mise en place des bacs, isolant les produits inflammables des autres produits incompatibles et incluant une rétention propre. Des photographies en attestent.</p> <p>Lors de la visite du 12 septembre 2025, le retour à la conformité a été vérifié. L'inspection des installations classées propose de <u>lever l'article 1.5 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Moyens de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2007, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.6
Prescription contrôlée : <p>Les cellules de stockage doivent être accessibles à tout moment et les voies d'accès au bâtiment sont maintenues dégagées. Toutes les issues doivent être dégagées en permanence et leur ouverture doit être toujours possible, même en cas de sinistre. Le local de stockage de l'émulseur et du surpresseur est dotée de parois REI120 (coupe-feu 2h). Il est maintenu accessible en permanence depuis l'extérieur du bâtiment.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'établissement dispose d'une ressource en eau suffisante compte tenu des risques présentés, et d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment. Il dispose :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un surpresseur de capacité 40 m³/h et 9 bars ;• d'un dispositif d'extinction automatique à la mousse dans les 3 cellules de stockage. Une réserve d'émulseur de 1 m³ est disponible en permanence sur le site. La bonne tenue des caractéristiques de l'émulseur est régulièrement vérifiée, à une fréquence déterminée par l'exploitant. Le local de stockage de l'émulseur est maintenu hors gel. Le dispositif d'extinction automatique est régulièrement vérifié, au minimum une fois par an et testé à une fréquence déterminée par l'exploitant, au minimum tous les 3 ans.• d'extincteurs adaptés, maintenus en état de fonctionnement et répartis en nombre suffisants à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.
Constats : <p>Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées du déplacement des extincteurs en un lieu dégagé. Une photographie attestant de cette modification a été jointe pour justifier de cette action. Ce même courriel incluait le mode opératoire relatif à la phase de test du dispositif d'extinction automatique. Sur le mode opératoire, 2 vannes sont à manipuler lors des tests : la vanne du circuit d'extinction et la vanne « by-pass ». Toutes les 2 sont à quart de tour.</p> <p>Lors de la visite du 12 septembre 2025, il a été vérifié la présence du mode opératoire dans le local d'extinction automatique afin de vérifier l'exhaustivité des actions réalisées lors des tests. Si les extincteurs initialement identifiés ont bien été déplacés en des lieux plus dégagés, il a été constaté le même problème dans la cellule « Gamm Vert ». Par courriel du 17 septembre 2025, l'exploitant a transmis des photographies attestant du dégagement de ces derniers.</p> <p>Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de <u>lever l'article 1.6 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Dispositions constructives de parois séparatives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2025• APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.7
Prescription contrôlée : <p>Les cellules sont séparées par des parois REI120 (coupe-feu 2h). Un retour sous toiture RE30 (pare-flammes de degré 30 min) est en place. Le local de stockage des semences est également constitué de parois REI120 (coupe-feu 2h).</p>
Constats : <p>Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il était à la recherche d'un prestataire pouvant effectuer les travaux nécessaires.</p> <p>Par courriel du 31 octobre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les travaux étaient prévus lors de la première quinzaine de novembre 2024.</p> <p>Par courriel du 9 décembre 2024, l'exploitant a confirmé la réalisation des travaux de calorifugeage et de réparation des fissures. Les photographies transmises en attestent.</p> <p>Lors de la visite du 12 septembre 2025, le retour à la conformité a été constaté. L'inspection des installations classées propose de <u>lever l'article 1.7 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'importance de demander au prestataire réalisant les travaux de confirmer par écrit les caractéristiques techniques obtenues après travaux, notamment pour un mur REI120 (procès-verbal, attestation, document d'ouvrage exécuté, ...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 12 de l'annexe II (dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2024
- APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.8

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le contrat signé avec une société de gardiennage, dans l'attente de la mise en conformité de la détection de l'ensemble du bâtiment (magasin appro + Gamm-vert). La surveillance est assurée à compter de cette date.

Par courriel du 31 octobre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il avançait sur la mise en place d'une détection incendie côté Gamm-vert et sur la remise en fonction du système de sécurité incendie (SSI). Il a également confirmé que le gardiennage restera en place le temps nécessaire.

Par courriel du 9 décembre 2024, l'exploitant a confirmé le début des travaux de câblage et le maintien du gardiennage.

Le procès-verbal de mise en fonctionnement de la détection incendie sur l'entrepôt de stockage et du transfert d'alarme a été transmis par courriel du 26 juin 2025.

Lors de la visite du 12 septembre 2025, il a été vérifié que la cellule de stockage des semences et la cellule stockant des combustibles (ancien magasin Gamm Vert) sont équipées de dispositifs de détection incendie ; ce qui permet le retour à la conformité.

Par ailleurs, la société de maintenance du dispositif d'extinction automatique a testé la détection incendie et la transmission de l'alarme lors de la semaine suivant l'inspection. Par courriel du 24 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le document attestant de l'opérationnalité du dispositif.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de lever l'article 1.8 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Maintenance des équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2025
- APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.9

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un devis est en cours de réactualisation avec son prestataire pour la remise en état des exutoires du bâtiment.

Par courriel du 31 octobre 2024, l'exploitant a confirmé que le devis du prestataire visant la remise en état des exutoires de fumées était signé et qu'il était dans l'attente de la programmation de leur intervention.

Par courriel du 9 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que le prestataire était dans l'attente de réception du matériel nécessaire.

Par courriel du 18 février 2025, l'exploitant a confirmé la réalisation des travaux de remise en conformité le 29 janvier 2025.

Lors de la visite du 12 septembre 2025, l'inspection des installations classées a vérifié l'état sur site des commandes d'ouverture des dispositifs de désenfumage à gaz. Les installations ont été vérifiées en mai 2025. Sur 4 poignées d'actionnement, il y a une étiquette « hors service ». L'exploitant a demandé à son prestataire de clarifier la situation. Par courriel du 15 septembre 2025, celui-ci lui a confirmé qu'il s'agissait d'une omission : les étiquettes n'avaient pas été retirées lors des travaux de réfection et toutes les trappes de désenfumage du site sont en état de bon fonctionnement, conformément au rapport de vérification annuelle de ces dispositifs.

La procédure fixant les mesures compensatoires lors d'un dysfonctionnement est intégrée au chapitre 6.6 du plan de défense contre l'incendie pour les matériels de lutte contre l'incendie suivants : détection incendie, système automatique d'extinction, désenfumage et robinets d'incendie armés.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de lever l'article 1.9 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complétera la procédure fixant les mesures compensatoires lors d'un dysfonctionnement du désenfumage en précisant les moyens mis en place durant le temps nécessaire à la remise en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 11 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 23 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2024
- APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.10

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

Constats :

Par courriel du 31 octobre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan de défense incendie, annexé au POI.

L'inspection des installations classées a émis les observations suivantes :

- En heures non ouvrées, l'alerte des secours figure avant la levée de doute (p.7 à 9), mais cette organisation est contradictoire avec l'organisation décrite à la page 15, plus cohérente.
- Seules 7 personnes sont formées à l'utilisation des extincteurs, aucune ne l'est pour l'utilisation des robinets d'incendie armés (RIA).
- Recensement des moyens : sur les plans, la légende est absente. Elle doit être explicite.
- Absence des plans et documents prévus au point 1.6.1 : plan des réseaux alimentation et collecte eaux propres, eaux pluviales, vanne, compteurs, secteurs collectées
- Absence des plans et documents prévus au point 3.5 : organisation de chaque cellule à spécifier, a minima 1 photo de chaque cellule ou un plan de la cellule.
- Préciser le fonctionnement du système d'extinction automatique « les secours peuvent se brancher en direct sur le circuit des cellules »
- Intégrer au PDI la consigne relative au démarrage manuel du système d'extinction automatique et le justificatif relatif à son dimensionnement.
- Décrire le fonctionnement du dispositif de rétention : La pompe de relevage est-elle par défaut arrêtée ? Qui vérifie qu'elle est bien à l'arrêt lors d'un incident ? Le cas échéant, où rejette-t-elle ?

<ul style="list-style-type: none"> • Anticiper le fonctionnement en marche dégradée et la remise en état de fonctionnement : il est juste fait référence au contrat avec le prestataire ATRISC ; ce qui est insuffisant. Exemple : contrôle de la structure de silo avec pré-identification de prestataires compétents, vidange des eaux d'extinction, .. • Premiers prélèvements environnementaux : mention du contrat d'assistance, dossier intégré dans le POI, qui déclenche cette action ? • p.140 pdf : Accord écrit Cristal Union du 17/06/2010 - à joindre en annexe • Préciser dans les fiches réflexes les actions liées à la gestion du prélèvement et de l'analyse des eaux d'extinction. • Le plan accès inclut les voies d'accès au site, mais il faut aussi intégrer les lieux d'accès aux bâtiments
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La transmission des compléments conditionne la levée de l'article 1.10 de l'arrêté de mise en demeure n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Surveillance et contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 25 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires • date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024 • APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.11
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 31 octobre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il avançait sur la remise en fonction du système de sécurité incendie (SSI). Il a également confirmé que la société de gardiennage restera en place le temps nécessaire.</p>

Par courriel du 9 décembre 2024, l'exploitant a confirmé le début des travaux de câblage et le maintien du gardiennage.

Le procès-verbal de mise en fonctionnement de la détection incendie sur l'entrepôt de stockage et du transfert d'alarme a été transmis par courriel du 26 juin 2025.

Lors de la visite d'inspection du 12 septembre 2025, afin de vérifier la bonne transmission de l'alarme intrusion, l'inspection des installations classées a demandé la réalisation d'un essai en séance pendant la pause méridienne. Si l'alarme a bien été déclenchée sur site, la transmission par la société de télésurveillance n'a pas été effective. Par courriel du 15 septembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir vérifié auprès de la société de télésurveillance : cette dernière a bien reçu l'alerte, mais elle a procédé à une levée de doute grâce aux caméras présentes et, ne voyant rien sur les images, elle n'a pas jugé nécessaire d'alerter l'astreinte du site. L'exploitant a demandé à la télésurveillance de confirmer ces propos pour l'envoi du journal d'alarme. Par courriel du 25 septembre 2025, il l'a fait suivre à l'inspection des installations classées.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de lever l'article 1.11 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : Implantation du stockage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 2.III de l'annexe II - alinéas 1 à 3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024
- APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.12

Prescription contrôlée :

Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

Cette distance peut être réduite à 1 mètre :

- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;
- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Constats :

Par courriels du 19 septembre 2024, du 31 octobre 2024 et du 9 décembre 2024, l'exploitant a réitéré ses engagements à ce que les bennes soient éloignées du local de stockage dès que son prestataire viendra chercher l'une d'elles.

Par courriel du 18 février 2025, l'exploitant a confirmé le déplacement des bennes à plus de 10 m des bâtiments. Une photographie en atteste.

Lors de la visite du 12 septembre 2025, le retour à la conformité a été constaté. L'inspection des installations classées propose de lever l'article 1.12 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 14 : Rétention des bidons dans l'ancien Gamm Vert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 10 de l'annexe II (dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2024
- APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024 - Article 1.13

Prescription contrôlée :

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Constats :

Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une photographie des produits concernés, stockés dans une armoire de stockage, disposant d'une rétention par niveau.

Lors de la visite du 12 septembre 2025, le retour à la conformité a été constaté dans la zone visée. L'inspection des installations classées propose de lever l'article 1.13 de l'APMED n°PCICP2024222-003 du 09/08/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 15 : Rondes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires
Prescription contrôlée : Lors de l'ouverture et de la fermeture quotidiennes du magasin de stockage des produits phytosanitaires, des rondes sont effectuées. La traçabilité du contrôle est réalisée lors de chaque ronde dans chaque cellule du magasin (cellules des produits phytosanitaires, cellule semences et ancien Gamm Vert). En dehors des heures ouvrées, des rondes sont effectuées toutes les 2 heures sur l'ensemble du site. La traçabilité du contrôle est réalisée lors de chaque ronde dans chaque cellule du magasin (cellules des produits phytosanitaires, cellule des semences et ancien Gamm Vert), ainsi qu'au hangar de stockage d'ammonitrates.
Constats : Les rondes effectuées par la société de gardiennage durant l'indisponibilité de la transmission de l'alarme à l'astreinte ont été tracées. Lors de la visite d'inspection du 12 septembre 2025, il a été vérifié par sondage, les deux cahiers portant sur le gardiennage de la zone dénommée « Gamm vert ». Ils listent les rondes et leurs horaires pour la période du 19 septembre 2024 au 21 mai 2025, puis du 22 mai 2025 au 25 juin 2025. Les passages de la société de gardiennage ont eu lieu régulièrement, à une fréquence conforme à celle prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Renforcement fréquence exercices POI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires
Prescription contrôlée : Afin de rendre fonctionnel le POI, un exercice POI est réalisé mensuellement. Le compte-rendu de chaque exercice comprend notamment le retour d'expérience au regard de la fonctionnalité des documents utilisés. Le premier exercice est engagé le mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral. L'inspection des installations classées est informée 48 h avant le début de l'exercice.
Constats : Ces exercices se basent sur les 12 fiches d'activités, élaborées en partenariat avec le prestataire accompagnant l'exploitant. Ils permettent de tester mensuellement l'astreinte sur des morceaux de POI afin de créer des réflexes et de vérifier la cohérence du document du plan d'opération interne. Cette partie n'a été réalisée qu'après la refonte du document de référence en mars 2025. Depuis, il a eu lieu mensuellement comme prescrit, hormis en mai et août en raison des congés. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant l'importance de ces exercices, notamment en mode dégradé lors des congés.

A chaque exercice, l'exploitant consigne les points positifs et les améliorations à apporter. Les documents ont été présentés lors de la visite du 12 septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Astreinte au poste de directeur des opérations internes (DOI)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires

Prescription contrôlée :

Une astreinte est mise en place pour répondre aux alertes qui pourraient être remontées par le rondier et enclencher les actions nécessaires. La liste du personnel d'astreinte est tenue à disposition sur site.

Constats :

Par courriel du 31 octobre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que l'astreinte était en place, même si seules 2 personnes se relaient sur cette fonction. Il heurte à la difficulté de modification du temps de travail pour y intégrer les astreintes.

Par courriel du 18 février 2025, il a indiqué que les accords sur le temps de travail devraient être finalisés la semaine suivante, afin de permettre à une dizaine de personnes de se répartir l'astreinte.

Lors de la visite du 12 septembre 2025, le planning d'astreinte a été présenté pour l'ensemble de l'année 2025, jusqu'à début janvier 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Limitation des quantités stockées - Engrais vrac

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.4 alinéa 2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires

Prescription contrôlée :

Dans le hangar de stockage des engrais en vrac, la quantité de matières stockées au titre de la rubrique 4702 reste inférieure à 100 t.

Constats :

L'exploitant a déclaré que le site ne stockait plus d'ammonitrates 33.5%. L'état des stocks des mois écoulés depuis août 2024 a été présenté pour le stockage en vrac :

- Seul 3.150 t de nitrate de chaux figure au titre de la rubrique 4702-II. L'exploitant précise que les sacs de cet engrais ont été expédiés la veille.
- Pour la rubrique 4702-III, la quantité a varié au cours du temps :
 - de juillet à décembre 2024, le stock était nul ;
 - de janvier à juin 2025, il a varié entre 21.46 t et 49.98 t ;
 - de juillet à septembre 2025, il est de 19.78 t.

Lors de la visite sur site, les quantités présentes sont cohérentes avec les volumes annoncés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Interdiction de matières combustibles - Local Engrais sacs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2.4. alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires
Prescription contrôlée : Tout stockage de matières combustibles est interdit dans le magasin historiquement dédié au stockage d'engrais en sacs.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 12 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de matières combustibles dans le local dédié au stockage des engrais en sacs. Elle note la présence de quelques sacs de scories, ce qui représente un engrais minéral non combustible.
Type de suites proposées : Sans suite

Partie III : Suivi de la mise en demeure du 12/03/2025

N° 20 : Conformité électrique, électricité statique et courants vagabonds

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2025• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 - Article 1.1
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis le plan d'actions à l'inspection des installations classées par courriel du 4 septembre 2024. Le suivi est désormais réalisé par le service maintenance en apportant les réponses directement sur le rapport du bureau de contrôle et en archivant ces dossiers sur sa base interne. Deux exemples ont été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 20 mars 2025.</p> <p>Lors de l'inspection du 12 septembre 2025, il a indiqué que la vérification périodique était programmée au mois d'octobre 2025 avec l'organisme agréé. Il s'est engagé à transmettre les rapports, dès réception, à l'inspection des installations classées. Il a indiqué que le service maintenance suivait dorénavant toutes les non-conformités identifiées et qu'elles étaient résolues au fur-et-à-mesure.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra les rapports de vérification électrique et celui relatif à l'électricité statique et aux courants vagabonds, à l'inspection des installations classées, dès réception.</p> <p>La levée de l'article 1.1 de l'APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 est conditionnée à la transmission de ces rapports, concluant à l'absence de risques d'incendie pour les installations. A défaut, une sanction pourra être proposée à Monsieur le Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 21 : Détection incendie du magasin engrais vrac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 19 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 - Article 1.4
Prescription contrôlée : <p>Le « magasin engrais » est équipé d'une détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de gaz, reliée à une alarme. La position de ces détecteurs et les seuils de détection sont réglés de façon à permettre une détection efficace, la plus précoce possible.</p>
Constats : <p>Par courriel du 19 septembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un laser défectueux avait été changé au magasin engrais vrac et que la détection était fonctionnelle, sans dérangement, ni alarme intempestive, depuis plus d'une semaine. Le report d'alarme n'était, quant à lui, pas résolu.</p> <p>Par courriel du 20 mars 2025, l'exploitant a indiqué que la détection incendie du magasin engrais vrac était de nouveau opérationnelle depuis plusieurs mois et que le report d'alarme était fonctionnel, via la société de télésurveillance, vers le portable d'astreinte.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 septembre 2025, l'exploitant a présenté un courriel échangé avec la société de télésurveillance rappelant les consignes de transmission des alarmes. Cependant, il n'a pas été en mesure de présenter de justificatifs attestant de la date de remise en fonctionnement du report d'alarme lié à la détection incendie du hangar stockant les engrais en vrac.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet sous 15 jours un document de son prestataire, confirmant l'opérationnalité du report d'alarme incendie protégeant le hangar stockant des engrais en vrac. La transmission de ce document conditionne la levée de la mise en demeure encadrée par l'article 1.4 de l'arrêté n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025. A défaut, une sanction pourra être proposée à Monsieur le Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 22 : Propreté des abords des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 - Article 1.5
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p>
Constats : <p>Par courriel du 20 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bons d'intervention de prestataires ayant réalisé l'entretien du site. Les surplus de poussières et de dépôts de grains en extérieur ont été nettoyés du 7 au 11 octobre 2024. L'entretien des espaces verts, le débroussaillage du site et l'enlèvement du lierre sur les bâtiments ont été réalisés fin novembre 2024.</p> <p>Lors de la visite du 12 septembre 2025, l'inspection des installations classées a observé l'absence de lierre dans les galeries inférieures des silos DEMAY. Par ailleurs, il a été constaté une amélioration de l'entretien du site. Toutefois le retour à la conformité n'a pas pu être constaté. En effet, des repousses de céréales persistent à proximité des fosses ou dans certains caniveaux. L'exploitant a indiqué que le prestataire dédié à l'entretien des espaces verts n'est pas intervenu depuis l'année passée.</p> <p>Au regard des avancées constatées, l'inspection des installations classées ne propose pas à Monsieur le Préfet de sanctions dans l'immédiat, mais des actions correctives régulières et durables sont attendues avant de pouvoir lever la mise en demeure afférente.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Peu importe l'organisation retenue pour l'entretien des abords (en interne ou externalisée), il est nécessaire que les abords des installations soient entretenus régulièrement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 23 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2025• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 - Article 1.2
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p>
Constats : <p>Par courriel du 20 mars 2025, l'exploitant a confirmé la remise en état de la protection contre la foudre sur le silo DEMAY 1. La page 32 du rapport de vérification des installations justifie de cette action.</p> <p>Une vérification du dispositif de protection contre la foudre a été menée le 30 novembre 2024. Le rapport afférent a été présenté lors de l'inspection du 12 septembre 2025. Les conclusions indiquent que les dispositifs sont conformes.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé qu'une nouvelle vérification complète aura lieu le 23 septembre 2025, avec un nouvel organisme compétent.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de <u>lever l'article 1.2 de l'APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 24 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/03/2026• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 - Article 1.3
Prescription contrôlée : <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>
Constats : <p>L'analyse du risque foudre et l'étude technique afférente ont été réalisées pour le silo BRIANT 1 le 20 décembre 2024. Ces documents ont été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 20 mars 2025.</p> <p>Par courriel du 15 septembre 2025, l'exploitant a fait suivre le dossier d'ouvrage exécuté afférent.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 septembre 2025, le retour à la conformité a été constaté. L'inspection des installations classées propose de <u>lever l'article 1.3 de l'APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 25 : Barrières de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 point A
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2025• APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025 - Article 1.6
Prescription contrôlée : <p>A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none">• le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;• la tenue à jour des procédures ;• le test des procédures incident/ accident ;• la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>
Constats : <p>Par courriel du 26 février 2025, l'exploitant interrogeait l'inspection des installations classées sur la possibilité d'un pilotage à distance du site. En réponse, l'inspection des installations classées avait indiqué que l'arrêté ministériel « silo » n'impose pas de surveillance en présentiel et que cette surveillance à distance peut répondre à ses obligations réglementaires sur ce point. Toutefois, elle soulignait que l'étude de dangers du site s'appuie sur la présence physique d'opérateurs durant le fonctionnement des installations pour diminuer la probabilité des risques du site et que, par conséquent, l'exploitant devait démontrer que ce changement de surveillance permettait que les scénarios afférents restent dans la zone "acceptable" de la matrice probabilité/gravité.</p> <p>Par courriel du 20 mars 2025, l'exploitant a confirmé travailler sur la possibilité d'un pilotage avec report d'alarmes et de la supervision à distance, sans plus de précisions.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 septembre 2025, l'exploitant a expliqué travailler avec un automaticien sur les possibilités techniques permettant de garantir une gestion à distance. Toutefois il a indiqué que le recours à cette petite entreprise sur plusieurs sujets nécessitait un délai supplémentaire pour que la gestion à distance soit opérationnelle. Sans la définition plus précise des moyens mis en place, il n'est pas en mesure de démontrer que ce changement de surveillance permettrait que les scénarios afférents restent dans la zone "acceptable" de la matrice probabilité/gravité.</p> <p>Par ailleurs, il a précisé que la préparation des chargements de train était complètement réalisable en journée, sur le temps de présence des employés, mais que ce sont potentiellement les actions de nettoyage du grain à réaliser au préalable qui étaient possibles de nuit. Cependant les récoltes de l'année 2025 sont très satisfaisantes en terme de qualité, écartant cette nécessité actuellement. Dans l'attente de l'opérationnalité du dispositif de surveillance à distance, il a confirmé l'absence de fonctionnement des installations du site sans la présence permanente d'un opérateur.</p>

Par conséquent, l'organisation actuellement mise en place lui permet d'assurer le bon fonctionnement des barrières de prévention, notamment lors de la préparation des lots de marchandises à transporter. Le retour à la conformité est ainsi constaté. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de lever l'article 1.6 de l'APMED n°PCICP2025071-0002 du 12/03/2025.

En outre, l'étude de dangers dématérialisée portant sur les silos et le stockage d'engrais de 2006 a été transmise, par courriel du 15 septembre 2025, à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lorsque le dispositif de surveillance à distance sera défini, l'exploitant portera ces modifications à la connaissance de Monsieur le Préfet de l'Aube et démontrera notamment que ce changement de surveillance permet que les scénarios afférents restent dans la zone "acceptable" de la matrice probabilité/gravité. Dans cette attente, les installations ne peuvent pas être mises en fonctionnement sans la présence permanente d'un conducteur de silo.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure